

Le sommet France-Afrique compromis ?



Sauf imprévu de dernière minute, tel qu'une décision du président soudanais de ne pas faire le voyage à Charm al-Cheikh, obligerait Sarkozy à repousser à plus tard son sommet, lui, qui y tient comme à la prunelle de ses yeux pour redorer son blason terni chez lui en France et en Europe où un sondage le classe dixième dans le palmarès des chefs européens estimés par les Européens.

C'est au cours d'un déjeuner, qui réunit aujourd'hui à l'Élysée Sarkozy et son homologue égyptien que sera décidé le sort du sommet franco-africain.

Sarkozy souhaite bien tenir son premier sommet franco-africain en grande pompe, d'autant que l'hôte de la rencontre n'est autre que Hosni Mubarak, son grand ami égyptien qui, entre autres, avait accepté de créditer le chantier méditerranéen du président français, l'Union pour la Méditerranée (UPM), en acceptant d'en assurer la vice-présidence. Il faut dire qu'il n'y avait pas de bousculade au portillon. L'UPM s'est, en effet, enlisée dans les sables.

Et, apparemment, le traditionnel sommet France-Afrique, prévu en février 2010 à Charm al-Cheikh, la carte de visite occidentale de l'Égypte, suit la même issue. Ses préparatifs se transforment en casse-tête diplomatique, selon des sources françaises. Le problème porte sur la présence au sommet du président soudanais, Omar Al-Béchir. Mubarak est tenu de respecter la résolution de la Ligue arabe dont le siège est chez lui au Caire et dont l'inamovible secrétaire général est un de ses compatriotes.

Ce syndicat des chefs arabes avait voté une résolution rejetant l'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) exigeant, depuis mars 2009, l'incarcération et le procès du président soudanais pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité perpétrés au Darfour. En outre, Mubarak n'est pas sûr d'obtenir le retrait de son voisin soudanais avec lequel tout ne baigne plus dans l'huile comme auparavant depuis que nos Verts ont abattu les Pharaons à Khartoum, à la satisfaction des Soudanais.

L'Égypte, puissance invitante du sommet franco-africain, a expliqué à la France qu'elle ne peut pas exclure de sa propre initiative le Soudan, mettant Sarkozy dans l'embarras. Il n'est pas question pour le président français de s'asseoir à la même table qu'un chef d'État recherché par la CPI et condamné par tout l'Occident.

En outre, le président français, disent ses proches, ne peut pas se déjuger, la diplomatie française avait été en pointe, en 2005, pour obtenir la saisine de la CPI par le Conseil de sécurité de l'ONU à propos du Darfour, où 300 000 personnes ont trouvé la mort, selon les statistiques des Nations unies. Pour ne pas arranger la situation, le 4 décembre, à New York, le procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, soulignait, dans un rapport sur le Darfour, adressé au Conseil de sécurité de l'ONU, l'importance de l'isolement diplomatique d'Omar Al-Béchir dans le cadre de la lutte contre l'impunité. Ces derniers mois, le président soudanais n'a pas pu se rendre, en effet, à plusieurs sommets internationaux, en Turquie, en Ouganda, au Nigeria et en Afrique du Sud. À l'heure où Al Béchir est de plus en plus marginalisé sur la scène

Prévu en février 2010 en Égypte

Écrit par Djamel Bouatta

Dimanche, 13 Décembre 2009 21:21

internationale, la France doit renforcer le mouvement et non l'inverser, a averti le directeur du bureau de Human Rights Watch en France. Donc, sauf imprévu de dernière minute, tel une décision du président soudanais de ne pas faire le voyage à Charm al-Cheikh, obligerait Sarkozy à repousser à plus tard son sommet, lui, qui y tient comme à la prunelle de ses yeux pour redorer son blason terni chez lui en France et en Europe où un sondage le classe dixième dans le palmarès des chefs européens estimés par les Européens.

Il reste que Sarkozy peut délocaliser son sommet, quitte à fâcher son ami Moubarak, dans un autre pays africain. Et, dans ce continent, il a le choix, une trentaine de pays africains sont parties à la CPI et endossent, à ce titre, l'obligation juridique d'arrêter sur leur territoire le président Al-Béehir.

L'Égypte, qui a déjà accueilli sur son sol le dirigeant soudanais frappé d'un mandat d'arrêt, n'est pas signataire des statuts de Rome fondant la CPI. Dans l'histoire, il faut relever la perte de crédit de Moubarak. Sa nomination à l'UPM est un bide, son candidat à l'Unesco a lamentablement échoué, ses médiations également.

Le dialogue interpalestinien animé par son chef des moukhabarates est toujours au stade de la case départ et dans le dossier du Darfour, le raïs égyptien est coiffé au poteau par l'émir du Qatar, comme sur d'autres questions dans la région. L'irruption du Qatar sur la scène internationale est chaleureusement applaudie par Sarkozy, de quoi mettre en rage Moubarak.

[LIBERTÉ](#)